

Paris, le 24 novembre 2021

Madame la Maire de Paris,

La Direction Régionale des Finances Publiques d'Île-de-France et de Paris (DRFIP 75) a livré son projet du devenir des différents Centres des Finances Publiques qui composent leur réseau local.

À Paris comme ailleurs, ce projet de « Nouveau Réseau de Proximité » (NRP) se traduira par un repli territorial inédit et brutal. Et contrairement à la présentation officielle qui en est faite, ce projet éloignera significativement les usagers, particuliers comme entreprises, de leur service des Finances Publiques de proximité.

À Paris, il s'agit d'une liquidation pure et simple d'un service public, reconnu utile et indispensable. **La DRFIP 75 prévoit de fermer d'ici à 2027, 12 sites des Finances publiques sur 25 en janvier 2021 :**

- Abbé Groult (15^e) et Bénard (14^e) en 2021 ;
- Boucry (centre des finances publiques du 18^e Boucry) et Geoffroy Saint Hilaire (centre des finances publiques du 5^e arrondissement) en 2022 ;
- Banque (centre des finances publiques des 1^{er} et 2^e arrondissements) et Michel le Comte (centre des finances publiques des 3^e et 4^e arrondissements) en 2023 ;
- Saint-Pétersbourg (centre des finances publiques du 17^e Saint-Pétersbourg) et Saint-Hyacinthe (1^{er}) en 2024 ;
- Tolbiac (centre des finances publiques du 13^e arrondissement) en 2025 ;
- Godefroy Cavaignac (centre des finances publiques du 11^e arrondissement) en 2026 ;
- Meuniers (centre des finances publiques du 12^e arrondissement) et Uzès (centre des finances publiques du 9^e arrondissement) en 2027 ;
- 22 fusions de services entre 2023 et 2025 sont par ailleurs envisagées

Ces premières informations ne sont que la partie visible de l'iceberg, car beaucoup d'éléments ne sont pas communiqués à ce jour comme le nombre total d'emplois supprimés ou l'avenir d'un certain nombre de services comme celui de l'enregistrement, de la publicité foncière, le contrôle fiscal ou la gestion publique locale et d'État.

Les conséquences sur l'exécution de nos missions seront une dégradation du service rendu non seulement à la population (d'ores et déjà, nos services ne sont plus ouverts au public que le matin suite aux milliers de suppressions d'emplois subies à Paris) mais également pour l'établissement des bases d'impositions avec les répercussions induites sur les rentrées fiscales de la ville.

Les agents et les agentes des finances publiques que nous représentons sont clairement opposés au démantèlement de notre direction et à la dégradation du service rendu aux usagers. C'est ce qu'ils ont exprimé en étant en grève le 9 juillet et le 5 octobre.

Vous connaissez l'importance et le rôle social des services publics pour les Parisiennes et Parisiens, nous savons votre attachement à les défendre.

Nous vous demandons de nous accorder un rendez-vous afin de discuter plus précisément de cette situation.

Nous vous prions, au nom des collègues des finances publiques Paris que nous représentons, de recevoir nos salutations militantes.

Pour tout contact :

– **Solidaires Finances Publiques Paris** : Sandra Demarcq 06.84.49.12.42 (sandra.demarcq@dgfip.finances.gouv.fr)

– **CGT Finances Publiques Paris** : Catherine Martine 06.62.22.80.74 (catherine.martine@dgfip.finances.gouv.fr)